

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

12 NOVEMBRE 1998

Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République de Moldova, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signés à Chisinau le 21 mai 1996

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
PAR M. **NOTHOMB**

Introduction du rapporteur

Les projets de loi portant assentiment des Accords bilatéraux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et les Républiques de

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Vautmans, président; Bourgeois, Devolder, Hostekint, Mme Lizin, M. Mahoux, Mmes Sémer, Thijs, Willame-Boonen et M. Nothomb, rapporteur.
2. Membres suppléants : Mme de Bethune, MM. Goris, Happart, Hatry et Verhofstadt.
3. Autres sénateurs : Mme Dardenne et M. Jonckheer.

Voir:

Document du Sénat :

1-1035 - 1997/1998 :

N° 1: Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

12 NOVEMBER 1998

Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Regering van de Republiek Moldova, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Chisinau op 21 mei 1996

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **NOTHOMB**

Inleiding door de rapporteur

Naar aanleiding van de wetsontwerpen houdende instemming met de bilaterale overeenkomsten tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, ener-

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Vautmans, voorzitter; Bourgeois, Devolder, Hostekint, mevrouw Lizin, de heer Mahoux, de dames Sémer, Thijs, Willame-Boonen en de heer Nothomb, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : mevrouw de Bethune, de heren Goris, Happart, Hatry en Verhofstadt.
3. Andere senatoren : mevrouw Dardenne en de heer Jonckheer.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat :

1-1035 - 1997/1998 :

Nr. 1: Wetsontwerp.

Moldova et de Lettonie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, ont été l'occasion d'aborder le thème de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui a retenu l'attention de plus d'un membre de cette Commission.

La négociation d'un projet d'Accord multilatéral sur l'investissement a ces dernières semaines défrayé la chronique, on a pu lire dans la presse «l'AMI honni, c'est fini» ou encore «l'AMI, en coma prolongé semble proche de la mort», etc.

Faut-il en conclure que seules ont de l'avenir à l'heure actuelle des conventions bilatérales relatives aux investissements ou pourquoi l'AMI? est quel AMI?

L'objectif d'un accord multilatéral sur l'investissement était de créer une plus grande sécurité juridique en matière d'investissement. En effet, les investissements internationaux ont connu ces deux dernières décennies un développement spectaculaire et les législations nationales, bilatérales et régionales sont donc venus combler l'absence d'une réglementation internationale en la matière. Le fondement des différents accords existants est sensiblement le même: octroyer le traitement national, assurer une non discrimination, reconnaître le droit d'expropriation par les États et d'indemnisation équitable pour les investisseurs, déterminer des modalités de règlement des différends. Selon la CNUCED, les conventions d'encouragement et de protection réciproques des investissements, plus particulièrement conclues entre pays industrialisés et pays en développement étaient au nombre de 1 330 au 1^{er} janvier 1997. À l'automne 1996, le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) avait indiqué que si «les membres actuels de l'OMC devaient être liés par des traités bilatéraux, il en faudrait environ 7 500».

Le fait qu'un nombre de plus en plus important de pays adhèrent à des accords de protection des investissements témoignait d'un besoin de protection à une plus grande échelle.

Les négociations devant aboutir à un Accord multilatéral sur l'investissement ont alors été lancées en mai 1995 à l'OCDE, un résultat était attendu dans les deux ans. Ces négociations étaient menées dans l'enceinte de l'OCDE en raison de l'expérience de cette organisation dans le domaine des investissements.

Début 1998, des avis divergents se faisaient entendre à l'égard de l'AMI.

En mars 1998, le ministre du Commerce extérieur était venu expliciter devant les assemblées parlementaires la position du gouvernement belge sur les négociations en cours. Outre l'explicitation du droit des États de continuer à légiférer dans les différents domaines de la réglementation socio-économique, du

zijds, en de Republieken Moldavië en Letland anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, is er druk gedebatteerd over de multilaterale overeenkomst inzake investeringen (MOI), een thema waarin vele commissieleden belangstellen.

De onderhandelingen over een ontwerp van multilaterale overeenkomst inzake investeringen haalden de laatste weken voortdurend het nieuws. Zo kon men in de pers lezen dat de schande van de MOI wel dra tot het verleden zou behoren, of dat heel die overeenkomst eigenlijk op sterven na dood was, enz.

Zijn er dan voortaan enkel nog bilaterale overeenkomsten inzake investeringen mogelijk, of komt er toch nog een MOI, en zo ja, wat voor een?

Een multilaterale overeenkomst inzake investeringen moest de investeerders meer rechtszekerheid bieden. Wegens het ontbreken van een internationale reglementering heeft de spectaculaire ontwikkeling die de internationale investeringen de laatste twee decennia hebben doorgemaakt, immers een voornamelijk nationale, bilaterale en regionale regelgeving doen ontstaan. De bestaande overeenkomsten beogen fundamenteel hetzelfde: de nationale behandeling verlenen, non-discriminatie waarborgen, het recht op onteigening toekennen aan de Staten en een rechtvaardige schadeloosstelling aan de investeerders, de regels voor geschillenbeslechting vastleggen. Op 1 januari 1997 liep het aantal verdragen inzake wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, meer bepaald tussen industrie- en ontwikkelingslanden, volgens de berekeningen van de UNCTAD op tot 1 330. In de herfst van 1996 wees de directeur-generaal van de Wereldhandelsorganisatie (WTO) erop dat er 7 500 bilaterale verdragen nodig zouden zijn om de huidige leden van de WTO met elkaar te verbinden.

Nu steeds meer landen toetreden tot overeenkomsten inzake bescherming van investeringen, doet de nood aan bescherming op grotere schaal zich duidelijk voelen.

In mei 1995 gaf de OESO, die veel ervaring heeft op het vlak van investeringen, de aanzet tot onderhandelingen die twee jaar later moesten leiden tot een multilaterale overeenkomst inzake investeringen.

Begin 1998 kwamen er uiteenlopende reacties op de MOI.

In maart 1998 verduidelijkte de minister van Buitenlandse Handel voor de wetgevende assemblees het standpunt van de Belgische regering. De minister stelde uitdrukkelijk dat de Staten nog steeds regels zouden kunnen opstellen op het vlak van sociaal-economische, arbeids- en milieuwetgeving. Hij ver-

travail et de l'environnement, le ministre avait énoncé six conditions minimales dont il devait être tenu compte dans les négociations, à savoir : incorporation des normes sociales et environnementales, insertion d'une exception générale en matière culturelle, inclusion d'une clause permettant la poursuite de manière indépendante de l'intégration de l'Union européenne (Regional Economic Integration Clause), insertion des principes directeurs pour les sociétés multinationales, interdiction des boycotts secondaires décidés unilatéralement, inclusion de la possibilité d'inclure une exception générale pour les mesures jugées nécessaires à la protection de l'intérêt général. Enfin, il était indispensable que l'accord soit ouvert à l'adhésion de tous les pays.

La négociation de l'AMI ne pouvait donc pas se faire à n'importe quel prix.

Au printemps 1998, il est apparu que les parties ne parvenaient pas à s'entendre et les négociations ont été suspendues pour six mois. Cette période a permis de nombreuses consultations et pourtant...

Dans le courant du mois d'octobre 1998, le nouveau ministre fédéral du Commerce extérieur reprenant les critères énoncés plus haut, souhaitait que les pays du sud participent à l'AMI et plaidait, avec d'autres pour que les négociations de l'OCDE puissent être l'antichambre d'une négociation dans le cadre de l'OMC, moins limitatif. Le commissaire Brittan a lui aussi marqué sa préférence pour une négociation à l'OMC.

Lors de la reprise des négociations ces 20 et 21 octobre 1998, il était évident que les divergences d'avril n'étaient pas enterrées et un nouveau délai de réflexion fut à nouveau ouvert.

On ne peut préjuger de l'issue ni les étapes de ces négociations mais il paraît important à votre rapporteur de donner au chapitre aux pays émergents et en développement. En effet, n'est-ce pas avec ces pays que de nombreux accords de protection des investissements doivent être conclus afin d'assurer une plus grande sécurité juridique et donc plus d'investissements.

EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Il s'agit ici d'un accord classique d'encouragement et de protection des investissements. Les négociations se sont déroulées sans problèmes. La Moldavie a accepté, sans l'amender, le texte transmis par l'UEBL. L'accord a été signé lors de ma visite officielle en Moldavie — la première d'un ministre belge à Chisinau depuis l'indépendance moldave.

meldde ook zes minimumvoorwaarden waarmee men bij de onderhandelingen rekening diende te houden: sociale en milieunormen, een algemene uitzondering voor de culturele sector, een clausule die zou garanderen dat de verdere integratie van de Europese Unie op een onafhankelijke manier zou verlopen (Regional Economic Integration Clause), richtlijnen voor de multinationale ondernemingen, het verbod op een secundaire boycot waartoe eenzijdig wordt beslist, de mogelijkheid om een algemene uitzondering in te voeren voor maatregelen die nodig worden geacht om het algemeen belang te beschermen. Tot slot was het absoluut noodzakelijk dat alle landen tot deze overeenkomst zouden kunnen toetreden.

Men was duidelijk niet bereid de MOI voetstoots aan te nemen.

In de lente van 1998 bleek dat de partijen het niet eens werden en de onderhandelingen werden voor zes maanden opgeschort. Er werd druk over en weer gepraat, en toch...

In de loop van oktober 1998 schaarde ook de nieuwe federale minister van Buitenlandse Handel zich achter bovenvermelde criteria. Hij uitte bovendien de wens dat de zuiderse landen zouden deelnemen aan de MOI: de onderhandelingen in het kader van de OESO moesten uitmonden in onderhandelingen in het bredere kader van de WTO. Met deze stelling stond de minister niet alleen: ook Europees commissaris Brittan gaf de voorkeur aan onderhandelingen binnen de WTO.

Toen de onderhandelingen op 20 en 21 oktober 1998 werden hervat, was meteen duidelijk dat de meningsverschillen van de maand april nog niet verdwenen waren. Er kwam opnieuw bedenktijd.

Hoe de onderhandelingen zullen verlopen en wat het uiteindelijke resultaat zal zijn, valt onmogelijk te voorspellen. Uw rapporteur acht het echter belangrijk de opkomende landen en de ontwikkelingslanden bij de zaak te betrekken, aangezien dit precies de landen zijn waarmee tal van overeenkomsten inzake bescherming van investeringen moeten worden gesloten, om zo meer rechtszekerheid en dus meer investeringen te waarborgen.

INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN

Het betreft hier een klassiek akkoord inzake de promotie en de bescherming van investeringen. De onderhandelingen werden probleemloos gevoerd. De door de BLEU overgezonden ontwerptekst werd zonder enig amendement door Moldavië aanvaard. Het akkoord werd tijdens mijn officieel bezoek aan Moldavië — het eerste bezoek van een Belgisch minister aan Chisinau sinds de Moldaafse onafhankelijkheid — ondertekend.

Des accords de ce type ont une grande importance pour la protection des investissements belges dans des pays tiers et ont comme objectif: l'encouragement des investissements, l'offre de garanties pour une protection maximale de l'investisseur, la garantie d'un traitement juste et équitable pour l'investissement, la clause de la nation la plus favorisée pour prévenir la discrimination, l'obligation de prévoir une indemnité en cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus, la création d'un cadre juridique approprié dans lequel des litiges en matière d'investissements pourront être réglés et en vertu duquel un investisseur pourra faire appel à l'arbitrage international.

Le présent accord a un caractère mixte: les régions doivent également le ratifier.

La Moldavie l'a déjà ratifié.

Au niveau socio-économique, de la République Moldavie est un pays de 4,5 millions d'habitants, comportant 65% de Moldaves (ethniquement liés aux Roumains) et 28% de Slaves (Russes et Ukrainiens). La Moldavie est devenue indépendante malgré elle en août 1991, suite à la dissolution de l'URSS. Sept ans plus tard l'idée d'indépendance est bien ancrée (peu de Moldaves rêvent d'une réunification avec la Roumanie). Le pays reste divisé par le problème de la Transdnestrie, région à majorité slave, qui refuse l'intégration dans la Moldavie et aspire à l'indépendance.

Dans ce climat politique difficile le pays a pris le chemin de la transformation économique. Il s'est montré un bon élève du FMI. Le coût de la transformation économique a néanmoins été important: de 1991 à 1996 le PNB a chuté de 60%. La Moldavie doit en effet faire face à des désavantages structurels: pas de débouché sur la mer, pas de ressources énergétiques, pays fortement agricole.

Depuis 1997 le pays a retrouvé le chemin d'une croissance timide: + 1,7% en 1997 et + 1% en 1998. L'inflation a fortement diminué: de 1 200% en 1992 à 10% en 1998.

Les plus grands problèmes sont le déficit public (-7/-8%), le déficit commercial (-300 millions USD) et la dette publique qui est déjà montée à 50% du PNB (contre 0% en 1991).

Les relations économiques avec la Belgique sont modestes. Il n'y a que 3 petits investissements (dans le secteur commercial). Quant à nos exportations: elles n'étaient que de 490 millions de francs belges en 1997 (contre 65 millions de francs belges d'importations).

DISCUSSION

Comme le présent projet de loi et le projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de

Onderhavige akkoorden zijn van groot belang voor de bescherming van Belgische investeerders in derde landen en hebben als doelstellingen het aanmoedigen van investeringen, het bieden van garanties voor een maximale bescherming aan de investeerder, de waarborg voor een billijke en rechtvaardige behandeling van de investering, de clause van de meestbegunstigde natie om discriminatie te voorkomen, een vergoedingsplicht bij eigendomsberovende maatregelen, de vrije overmaking van inkomsten, het creëren van een passend juridisch kader waarbinnen investeringsgeschillen geregeld kunnen worden en waarbij de investeerder een beroep kan doen op internationale arbitrage.

Dit verdrag heeft een gemengd karakter: de gewesten moeten het ook ratificeren.

Moldavië heeft reeds geratificeerd.

De republiek Moldavië telt 4,5 miljoen inwoners, 65% Moldaviërs (etnisch verwant met de Roemenen) en 28% Slaven (Russen en Oekraïners). Na het uiteenvallen van de USSR werd Moldavië in augustus 1991 tot zijn eigen verbazing onafhankelijk, maar zeven jaar later is die onafhankelijkheid duidelijk een feit: er zijn maar weinig Moldaviërs die dromen van aansluiting bij Roemenië. Trans-Dnjestrië blijft echter een splijtzwam: de Slavische meerderheid in deze streek wil geen deel uitmaken van Moldavië en streeft naar onafhankelijkheid.

In dit moeilijke politieke klimaat heeft het land, dat een goede leerling is van het IMF, gekozen voor economische hervormingen, maar het heeft voor dit beleid al een zware prijs betaald: van 1991 tot 1996 is het BNP met 60% gedaald. Moldavië kampt immers met een aantal structurele handicaps: geen toegang tot de zee, geen energiebronnen en een economie die sterk op de landbouw gericht is.

Sinds 1997 is er opnieuw een voorzichtige groei: + 1,7% in 1997 en + 1% in 1998. De inflatie is sterk teruggelopen: van 1 200% in 1992 tot 10% in 1998.

De belangrijkste problemen zijn het overheidstekort (-7/-8%), het handelstekort (-300 miljoen USD) en de openbare schuld die reeds 50% van het BNP bedraagt (tegen 0% in 1991).

De economische betrekkingen met België staan op een laag pitje: er zijn drie kleine investeringen in de handelssector en in 1997 bedroeg de export slechts 490 miljoen Belgische frank (tegen 65 miljoen Belgische frank import).

BESPREKING

Dit wetsontwerp en het wetsontwerp houdende instemming met de overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek

Lettonie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 27 mars 1996 (doc. Sénat, n° 1-1036/1, 1997-1998) portent sur une matière identique (protection des investissements) et qu'ils ont été négociés sur la base du canevas de l'Union économique belgo-luxembourgeoise avec deux pays comparables, ils ont été traités simultanément.

Un membre souligne que les deux accords sont comparables quant au contenu et au canevas utilisé (accords types de l'UEBL) mais que les deux pays sont très différents. La Lettonie peut compter sur un très large soutien des pays scandinaves mais également de la Région FLamande qui veut donner aux États de la Baltique un traitement de priorité. Ceci n'est pas le cas de la Moldavie. L'impact pratique de ces conventions ne sera dès lors pas le même pour les deux pays. Mais un accord sur la protection des investissements a précisément pour but de favoriser ces investissements dans les pays qui les souhaitent.

Le même membre se déclare heurté par la formulation reprise dans l'exposé des motifs en préambule à l'accord conclu avec la République de Moldova et cite: «...les investissements étrangers sont devenus, à partir de 1992-1993, les bienvenus dans ce pays aux bas salaires». Le membre se réfère à certaines fermetures récentes d'entreprises en Belgique à la suite de décisions de délocalisation de la production vers des pays à bas salaires et juge la formulation dans l'exposé des motifs inappropriée. N'est-ce pas inciter des entreprises belges à fermer leurs portes pour s'installer en Moldavie? De même, il est dangereux de réduire l'attrait d'un pays pour des investisseurs étrangers au seul niveau de ses salaires.

Un membre estime qu'il ne faut pas restreindre le débat à la terminologie utilisée. Les investisseurs nationaux et internationaux sont parfaitement informés des situations salariales, monétaires et industrielles des différents pays. Ils n'attendent pas de tels accords pour investir.

Un autre membre regrette également la terminologie employée. Cependant toute la problématique ne doit pas être abordée en terme de concurrence, délocalisation... Il se réfère à des investissements réalisés par des entreprises belges en Bulgarie dont les retombées bénéfiques ont été ressenties tant en Belgique que dans le pays étranger. Ces pays ont besoin de capitaux étrangers pour assurer leur développement et, à court ou moyen terme, nous en retirerons également des avantages.

Les conventions bilatérales d'encouragement réciproque des investissements prévoient de manière classique des règles destinées à assurer la protection des investissements. Un membre souhaite profiter de l'examen des deux projets pour savoir ce que l'on entend au point 2 de l'article 3 du texte standard de

Letland inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 27 maart 1996 (Stuk Senaat, nr. 1-1036/1, 1997-1998) zijn samen behandeld: de materie (bescherming van investeringen) is dezelfde, de twee landen zijn vergelijkbaar, en in beide gevallen is bij de onderhandelingen uitgegaan van de basistekst van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.

Een lid merkt op dat de inhoud en de gebruikte basistekst (standaardovereenkomst van de BLEU) weliswaar vergelijkbaar zijn, maar dat de twee betrokken landen erg van elkaar verschillen. Letland geniet de steun niet alleen van de Scandinavische landen maar ook van het Vlaamse Gewest, dat vooral aandacht wil besteden aan de Baltische Staten en veel minder aan Moldavië. Deze overeenkomsten inzake bescherming van investeringen zullen dan ook een totaal andere impact hebben naargelang het land, terwijl het in principe toch de bedoeling is dat de overeenkomstsluitende landen de investeringen op hun grondgebied zien toenemen.

Hetzelfde lid neemt aanstoot aan een passage in de memorie van toelichting die de overeenkomst gesloten met de Republiek Moldavië voorafgaat: «... vanaf 1992-1993 zijn buitenlandse investeringen zeer welkom in dit lage-loonland». Het lid vindt deze formule ongepast, net nu een aantal ondernemingen besloten heeft hun productie over te brengen naar lage lonenlanden en dus hun vestigingen in België te sluiten. Is deze opmerking geen hint aan Belgische bedrijven om hun deuren hier te sluiten en zich in Moldavië te vestigen? Het is trouwens onvoorzichtig tegenover buitenlandse investeerders alleen het voordeel van de lage lonen uit te spelen.

Een lid meent dat dit debat niet beperkt mag blijven tot een discussie over de gebruikte terminologie. Nationale en internationale investeerders weten zeer goed hoe de verschillende landen eraan toe zijn wat betreft lonen, wisselkoers en industrie, en ze investeren ook zonder dit soort akkoorden.

Een ander lid stoort zich ook aan de gebruikte terminologie, maar meent toch dat de problematiek niet uitsluitend mag worden gezien in termen van concurrentie en delocalisering. Hij verwijst naar investeringen van Belgische ondernemingen in Bulgarije, die voor beide partners gunstig zijn verlopen. Deze landen hebben buitenlands kapitaal nodig voor hun ontwikkeling, en op korte of middellange termijn heeft België daar ook baat bij.

Bilaterale verdragen inzake de wederzijdse bevordering van investeringen bevatten traditiegetrouw een aantal regels die de bescherming van investeringen moeten waarborgen. Naar aanleiding van het onderzoek van beide ontwerpen wil een lid graag weten wat men in punt 2 van artikel 3 van de basis-

l'UEBL par « mesure injustifiée ou discriminatoire ». Une mesure de type environnementale est-elle injustifiée ? Par ailleurs, ces types de conventions prévoient la possibilité de recourir à l'arbitrage international en cas de conflit. L'investisseur a le choix entre 4 organismes d'arbitrage. L'intervenant se demande quelle est la structure d'arbitrage habituellement choisie par la Belgique en cas de différend.

Sur ces deux points, le ministre doit en référer à monsieur le ministre des Finances à qui il demandera de faire rechercher si des cas de mesures injustifiées ou discriminatoires se sont déjà posés dans le passé et quelle structure d'arbitrage a la préférence de la Belgique. Il pense que souvent notre pays laisse au pays partenaire le choix de la structure d'arbitrage. D'une manière plus générale le ministre rappelle que le but de ces clauses est de ne pas fausser la concurrence en accordant aux investisseurs belges les mêmes droits et obligations que ceux des investisseurs nationaux ou ceux d'autres investisseurs étrangers.

Un intervenant constate que les deux conventions bilatérales soumises à l'assentiment suivent le canevas classique de l'UEBL et ne font aucunement référence au respect des conventions de base de l'OIT ou des conventions de l'ONU en matière de droit de l'environnement. Depuis la réalisation de ce schéma type défini dans le cadre du GATT, peu après la Deuxième Guerre mondiale, le monde a évolué. Quelle est la cohérence de continuer à négocier et faire ratifier par le Parlement ce type de convention par rapport à la position du gouvernement demandant d'intégrer lors des négociations du projet de convention multilatérale sur l'investissement des normes sociales minimales, des normes environnementales, des codes de bonne conduite pour les multinationales ... ?

L'intervenant souhaite également savoir si des projets sont en cours afin de remplacer le modèle standard d'accord bilatéral UEBL par un modèle standard de conventions multilatérales négociées dans le cadre de l'Union européenne.

En réponse, le ministre confirme que les textes standards UEBL ont peu changé, certainement en ce qui concerne les évolutions décrites par l'intervenant. Par ailleurs, il demandera au ministre du Commerce extérieur de venir expliquer sa vision sur l'évolution des choses en matière d'accords de protection des investissements et le rôle que peut jouer la Belgique au sein de l'Union européenne pour faire progresser ces accords dans les domaines sociaux et environnementaux.

Un membre rappelle que ces conventions bilatérales sont souvent négociées à l'occasion d'une visite ministérielle en vue de favoriser les investissements et les échanges dans ces pays, dans l'intérêt de ce pays

de la Belgique. Le ministre des Finances rappelle que la Belgique a toujours été un pays ouvert et qu'elle a toujours été un pays qui a cherché à attirer l'investissement étranger. Le ministre des Finances rappelle que la Belgique a toujours été un pays qui a cherché à attirer l'investissement étranger. Le ministre des Finances rappelle que la Belgique a toujours été un pays qui a cherché à attirer l'investissement étranger.

Voor beide vragen verwijst de minister naar de minister van Financiën. Hij zal zijn collega vragen of er zich in het verleden al gevallen van ongerechtvaardigde of discriminatoire maatregelen hebben voorgedaan, en welk arbitrage-orgaan in België de voorkeur geniet. Hij denkt dat ons land de keuze van het arbitrage-orgaan vaak overlaat aan het andere land. Meer in het algemeen herinnert de minister eraan dat deze clausules er vooral op gericht zijn concurrentievervalsing te vermijden: de Belgische investeerders krijgen dezelfde rechten en plichten als de investeerders van het andere land of als buitenlandse investeerders van nog andere landen.

Iemand merkt op dat de voorliggende bilaterale verdragen de klassieke basistekst van de BLEU volgen. Nergens wordt verwezen naar naleving van de verdragen van de IAO of van de VN-verdragen inzake milieurecht. Het stramien van deze tekst dateert van kort na de Tweede Wereldoorlog en ontstond in het kader van de GATT. Sindsdien is de wereld grondig veranderd. Toch blijft men bij onderhandelingen uitgaan van deze basistekst en blijft het Parlement dit soort overeenkomsten bekrachtigen. Anderzijds wil de regering wel dat er minimale sociale en milieunormen en een gedragscode voor multinationale ondernemingen worden geïntegreerd in de onderhandelingen over de multilaterale overeenkomst inzake investeringen. Hoe rijmt men die twee standpunten met elkaar ?

Spreker wil ook weten of er intussen werk wordt gemaakt van een basistekst voor multilaterale overeenkomsten waarover zou worden onderhandeld in het kader van de Europese Unie, en die de basistekst van de BLEU voor bilaterale akkoorden zou kunnen vervangen.

De minister bevestigt dat de basisteksten van de BLEU weinig veranderd zijn, zeker wat betreft de ontwikkelingen waarover spreker het heeft. De minister zal zijn collega van Buitenlandse Handel trouwens vragen dat hij zijn visie zou komen toelichten op de recente ontwikkelingen inzake overeenkomsten ter bevordering van investeringen, en de rol die België binnen de Europese Unie kan spelen om deze overeenkomsten ook een sociale en ecologische dimensie te geven.

Een lid herinnert eraan dat er over deze bilaterale overeenkomsten vaak onderhandeld wordt ter gelegenheid van het bezoek van een minister. Men wil de investeringen en de handel tussen de twee landen

qui désire les investissements. De par la nature des conventions qui ont pour but de faciliter les investissements, il est difficile d'imposer des conditions supplémentaires en matière d'environnement, de clauses sociales... Ces problèmes doivent plutôt être abordés lors de la négociation d'accords multilatéraux, comme c'est le cas dans la négociation AMI.

Enfin, le même membre se demande comment s'applique la convention à la partie du territoire de la Moldova qui n'est pas sous l'autorité du gouvernement moldave.

Pour le ministre, «de facto» la convention ne s'applique pas en Transdniestrie. La question est cependant plutôt théorique dans la mesure où cette région est économiquement moins attractive pour des investisseurs belges, et échappe au contrôle des autorités de Chisinau.

VOTES

Les articles 1^{er} et 2 ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité des 8 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

Le rapporteur,
Charles-F. NOTHOMB.

Le président,
Valère VAUTMANS.

bevorderen in het belang van het land dat investeerders wil aantrekken. Bij dit soort verdragen, die precies bedoeld zijn om investeringen te vergemakkelijken, kan men moeilijk bijkomende voorwaarden stellen inzake milieu, sociale clausules... Deze problemen moeten aan bod komen tijdens onderhandelingen over multilaterale overeenkomsten, zoals bijvoorbeeld in de onderhandelingen over de MOI.

Hetzelfde lid vraagt zich tenslotte af hoe de overeenkomst wordt toegepast in het deel van Moldavië dat niet onder het gezag van de Moldavische regering valt.

Wat de minister betreft, geldt het verdrag «de facto» niet voor Trans-Dnjestrië. De vraag is trouwens vrij theoretisch aangezien deze streek economisch gezien minder aantrekkelijk is voor Belgische investeerders en ze ook ontsnapt aan de controle van de overheid in Chisinau.

STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2 en het wetsontwerp in zijn geheel worden eenparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Dit rapport is eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur,
Charles-F. NOTHOMB.

De voorzitter,
Valère VAUTMANS.